



MONDE CHINOIS

CHINE - MOYEN-ORIENT,
LA COOPÉRATION
DU SIÈCLE ?

Chine-Israël, vers un partenariat à long terme ?

Le 31 mai 2010, Israël lança une opération militaire dans le but de stopper une flottille internationale transportant à son bord plusieurs activistes humanitaires en provenance de différents pays avec comme objectif affiché de mettre fin au blocus de Gaza. Selon la version actuellement connue, plusieurs militants réagirent de manière violente à cette opération militaire, qui tourna rapidement à la bavure puisqu'une dizaine d'entre eux, la plupart Turcs, périt au cours de cet affrontement. L'Organisation des Nations unies ainsi que plusieurs pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine et même de l'Union européenne condamnèrent cet événement.

La Chine également se joignit au flot de protestations. Au lendemain de cette crise, le porte-parole de son ministère des Affaires étrangères appela Israël « à prendre des mesures concrètes pour lever le blocus de Gaza, pour que les négociations de paix entre la Palestine et Israël ne soient pas davantage affectées »¹.

Cette déclaration est révélatrice de l'évolution de la diplomatie chinoise quant à son implication dans le processus de paix au Proche-Orient. Jusqu'ici, Pékin limitait son rôle dans la région à des relations strictement commerciales et stratégiques au nom de la « promotion en douceur de la culture chinoise »². Cependant, la croissance permanente de sa puissance pousse la Chine à se positionner sur les grands dossiers stratégiques de la région, à l'instar du dossier nucléaire iranien, mais également du processus de paix israélo-palestinien.

Au début de l'année 2006, la Chine déploya 182 ingénieurs au sein de la Force intérimaire des Nations unies pour le Liban dans le but d'aider à rétablir les infrastructures détruites ou endommagées durant la guerre civile. Ensuite, peu

après la seconde guerre du Liban qui opposa Israël aux forces du Hezbollah en juillet 2006, Pékin renforça sa contribution à 240 ingénieurs malgré le fait qu'un observateur chinois des nations unies fut tué au cours d'un bombardement israélien d'un poste d'observation de l'ONU. Lorsque les délégations française et italienne, deux importants pays contributeurs de la FINUL, se rendirent au Liban après la guerre, le Premier ministre, Wen Jiabao, déclara que son pays était prêt à fournir une aide humanitaire de 5 millions de dollars et renforça les troupes de la FINUL par l'envoi de 1 000 soldats³. En 2007 et 2008, environ 350 soldats de l'Armée de libération du peuple étaient déployés au Sud-Liban avec en premier lieu des ingénieurs engagés dans la réparation d'infrastructure et le déminage⁴. Fin avril 2009, le ministre des Affaires étrangères, Yang Jie-Chi, en visite à Jérusalem, a exhorté une nouvelle fois à la reprise des négociations israélo-palestiniennes pour relancer le processus de paix. Une tournée importante, qui confirma la volonté de Pékin d'étendre sa coopération avec l'État hébreu dans de multiples domaines, des échanges commerciaux aux enjeux stratégiques⁵.

De son côté, le gouvernement israélien attache beaucoup d'importance à cette relation avec la Chine en affirmant qu'il s'apprêtait à renforcer une coopération mutuellement bénéfique et à réaliser des progrès communs. Les deux pays entretiennent des relations diplomatiques officielles depuis 1992, néanmoins la normalisation ne se déroule pas sans encombre. D'une part Pékin maintient des relations cordiales avec de nombreux pays ennemis de l'État hébreu, dont l'Iran. Même si ce soutien ne peut être éternel, Téhéran peut compter sur l'appui pragmatique de la Chine sur un dossier aussi sensible que le nucléaire. D'autre



Benjamin Netanyahu reçoit le 23 avril 2009 le ministre chinois des Affaires étrangères Yang Jiechi. © Xinhua.

part, Israël, qui cherche à développer ses relations diplomatiques à travers la vente et la fourniture d'armement, n'a pu respecter tous ses engagements contractuels envers Pékin en raison d'une pression considérable exercée par Washington, qui faisait valoir son rôle de protecteur de Taïwan. En effet, plutôt que de parler d'une relation bilatérale, la présence américaine laisse entrevoir une relation triangulaire susceptible d'empêcher une normalisation effective entre les deux pays. Ce qui avait parfaitement réussi dans les relations bilatérales israélo-indiennes ne peut donc fonctionner de la même manière avec la Chine.

Malgré tout, le pragmatisme des deux pays permet de réelles avancées. Cherchant à diversifier ses relations diplomatiques, l'État hébreu voit en Pékin un autre partenaire de poids, attiré par les promesses du développement chinois et soucieux de multiplier ses alliés sur la scène internationale. De même, la Chine, admirative devant la croissance économique d'un pays aussi petit qu'Israël⁶, en dépit de conditions géopolitiques difficiles,

encourage le développement commercial entre les deux pays. Mais la question demeure quant aux conséquences à long terme de cette relation. Les divergences des deux partenaires sur les deux principaux dossiers dans la région (le nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien) restent en effet vives.

Bilan des relations actuelles

Suite à l'ouverture d'ambassades respectives à partir de 1992, les relations économiques et commerciales entre les deux pays connaissent une croissance d'abord timide, mais dont l'évolution s'accélère au fil des années. L'exportation israélienne se concentre en majeure partie sur la haute technologie, l'industrie chimique, la communication, l'optique médicale ainsi que l'agriculture. Les relations commerciales bilatérales s'intensifient de manière impressionnante en 2006 pour atteindre le chiffre de 3,8 milliards de dollars. En 2008, l'évolution de ces relations

pour 5,53 milliards de dollars positionne la Chine comme l'un des principaux partenaires commerciaux d'Israël⁷. En dépit des tensions provoquées par l'échec d'importants contrats militaires entre les deux pays⁸, Pékin conclut une transaction financière de premier ordre en achetant deux satellites israéliens (HK1 et 2) dans le but de couvrir et diffuser les Jeux olympiques de 2008.

Des liens académiques et culturels commencent également à se développer entre les deux pays. De nombreux étudiants chinois partent en échange et conduisent leurs recherches de terrain auprès d'universités israéliennes et inversement. L'Institut Confucius, implanté en 2007 dans l'Université de Tel Aviv, est actif non seulement dans la recherche académique mais également en initiant ses chercheurs et ses étudiants à la langue chinoise. Un nombre croissant d'étudiants israéliens effectuent des voyages en Chine et étudient la langue dans différentes provinces, leur permettant ainsi d'acquérir une certaine connaissance de la culture et des traditions chinoises, ainsi que de disciplines particulières, comme la médecine traditionnelle. Les nombreux programmes d'échanges universitaires et académiques entre les deux pays sont susceptibles de produire des conséquences très productives à long terme. Le premier effet de cette politique est le nombre croissant de livres chinois, principalement des nouvelles et des ouvrages classiques de philosophie traduits pour le lecteur israélien. En contrepartie, les ouvrages israéliens traitant du judaïsme, de l'histoire du judaïsme au Moyen-Orient ou encore de la littérature israélienne moderne sont traduits en mandarin et en cantonais tout en étant diffusés auprès des cercles intellectuels et d'influence en Chine. De même, les sites Internet chinois spécialisés sur Israël ou sur le conflit israélo-palestinien sont de plus en plus fréquents⁹. Le bilan actuel des relations sino-israéliennes, malgré la présence de relatives tensions, reste donc très positif dans l'ensemble. Il est important de noter que les relations entre les deux pays débutèrent bien

avant 1992, au cours de la Guerre Froide, pendant laquelle les tensions furent plus vives.

Pragmatisme de la Guerre Froide

Suite à la création de l'État hébreu, le gouvernement de Tel Aviv souhaitait ardemment assister au retour massif des populations juives réparties en différents endroits de la planète vers le nouvel État. Une importante communauté juive, regroupant des réfugiés de Russie, d'Europe centrale et d'ailleurs, était présente au nord de la Chine et beaucoup espéraient pouvoir s'installer en Israël. Du point de vue israélien, la coopération des autorités chinoises était indispensable pour ce projet. La reconnaissance en 1950 de la jeune République populaire de Chine par le gouvernement israélien représentait donc une prise de position naturelle. Israël fut le premier pays du Moyen-Orient et le septième de l'Occident à prendre une telle initiative durant la Guerre Froide. Toutefois, la reconnaissance d'Israël par les autorités chinoises ne fut pas réciproque. Des félicitations furent envoyées au ministre des Affaires étrangères israélien de l'époque, Moshe Sharett, mais l'action diplomatique entamée par Tel Aviv resta sans réponse¹⁰.

Cependant, des tensions éclatèrent lors de la crise de Suez lorsque Pékin accusa l'État hébreu de collaborer à une manœuvre impérialiste. Un gel durable des relations sino-israéliennes débuta alors. Néanmoins, cet événement ne fut pas nécessairement mal accueilli auprès de l'exécutif israélien puisque l'ambassadeur d'Israël à Washington, Abba Eban, prévint à plusieurs reprises le risque encouru par Tel Aviv de maintenir des relations avec la Chine communiste en pleine confrontation Est/Ouest. Les relations diplomatiques avec la Chine furent donc suspendues dans le but de préserver un partenariat stratégique avec Washington. Une politique déjà annonciatrice de la relation triangulaire contradictoire qu'allaient mener ces trois pays après la chute du Mur de Berlin.

Toutefois, les deux pays reprirent contact lors de la guerre frontalière qui opposa le Vietnam avec la Chine en 1979. Israël était l'un des rares États à être capable de modifier et améliorer les armes de fabrication soviétique, ce qu'il fit au bénéfice de Pékin dans le cadre de cette crise. En effet, la victoire de l'État hébreu lors de la guerre des Six Jours ainsi que de la guerre du Kippour permit à l'industrie militaire israélienne d'acquérir connaissance et maîtrise de l'équipement soviétique. Shoul Eisenberg, un homme d'affaires jouissant de nombreux contacts en tant qu'intermédiaire entre Tel Aviv et Pékin, joua également un rôle significatif dans la reprise de ces relations militaires bilatérales¹¹. En 1985, le journaliste américain Thomas Friedman révéla qu'en dépit d'une absence d'accord diplomatique officiel, les échanges économiques entre la Chine et Israël étaient de plus en plus lucratifs, notamment dans des domaines comme l'agriculture, l'énergie solaire, la haute technologie, la robotique, le bâtiment ainsi que l'armement militaire¹². En 1987, l'établissement à Hong-Kong d'une compagnie commerciale israélienne du nom de COPECO a joué un rôle fondamental dans la mise en place à venir des relations économiques entre les deux pays¹³.

C'est au tournant des années 1980-1990, au moment de la fin de la Guerre Froide, que les relations sino-israéliennes furent les plus significatives. Un office du tourisme chinois fut ouvert à Tel Aviv tandis qu'une mission universitaire israélienne prit pied à Pékin. De plus, la volonté de modernisation de la Chine, ajoutée à la croyance de ses dirigeants au mythe du lobby juif influençant les États-Unis, servit à accélérer le processus de normalisation entre les deux pays. Sa position en tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU a également poussé Pékin à s'impliquer dans des relations diplomatiques avec Tel Aviv afin d'être accepté comme puissance légitime dans le processus de paix au Proche-Orient. Néanmoins, ce partenariat connut quelques troubles dans les années qui suivirent en raison de l'influence de Washington dans la relation bilatérale.

Une relation triangulaire non exempte de tensions

La mise en place d'une diplomatie bilatérale officielle n'a pas suivi le même processus que les relations israélo-indiennes ou encore israélo-turques. Bien qu'aujourd'hui le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan donne l'impression de ne plus être en phase avec son allié israélien, un véritable partenariat stratégique s'était établi, menant à la mise en pratique d'exercices militaires conjoints¹⁴. Concernant New Dehli, l'État hébreu est simplement devenu le deuxième fournisseur d'arme de l'Inde.

La normalisation avec la Chine ne prit pas la même tournure, en raison de l'influence menée par un troisième acteur dans ce partenariat, les États-Unis. La Maison blanche craignait principalement que ses technologies parviennent à la Chine *via* Israël, importateur de produits américains et exportateur vers la Chine¹⁵. Les Américains croyaient que ces craintes s'étaient concrétisées depuis 1992, les médias américains pointant du doigt certaines ventes d'armes israéliennes à destination de Pékin¹⁶.

La première affaire remonte à 1992 et concerne le système antimissiles Patriot. Citant des sources appartenant au renseignement, des médias américains ont accusé Tel Aviv d'avoir fourni aux autorités chinoises un système antimissiles utilisé lors de la première guerre du Golfe. Suite à ces allégations, une équipe d'inspection américaine de 17 membres s'est rendue en Israël afin de vérifier les faits sur place, mais aucun indice de transfert technologique n'a été trouvé¹⁷. En 1994, Israël fut de nouveau accusé d'avoir transmis de la technologie *via* les avions de combat Lavi pour la Chine. En décembre 2004, la décision israélienne de remettre à jour le véhicule Harpy, dont la première version a été fournie à la Chine en 1990, poussa Washington à menacer Israël de sanctions mais également de l'exclure d'un programme conjoint de frappe de combat¹⁸.

Mais c'est l'année 2000 qui fut la plus révélatrice de la pression américaine sur le partenariat sino-

israélien. Au milieu des années 1990, Tel Aviv avait donné son accord pour vendre à Pékin un système de radar aérien dernier cri, le Falcon. Une décision qui avait créé de sérieuses inquiétudes au Pentagone, à tel point que le gouvernement Clinton a forcé l'État hébreu à annuler cette transaction¹⁹. En plus du problème soulevé par le transfert technologique, la crainte première de la Maison Blanche était de voir une Chine armée du système Falcon renforcer sa menace sur Taïwan. Washington avait en effet fourni au régime taïwanais des radars performants mais pas aussi sophistiqués que le Falcon israélien, pénalisant l'alliance américano-taïwanaise face à Pékin.

En dépit de l'assurance israélienne qu'il n'y aurait pas de transferts de technologies américaines à travers le Falcon, Washington, avec notamment l'appui de l'industrie militaire américaine, s'opposa à la transaction et Israël annula l'accord en juillet 2000. Cet événement déclencha une véritable crise diplomatique entre Pékin et Tel Aviv, d'autant plus que cette décision succédait à la visite officielle du président Jiang Zemin en Israël, en avril de la même année. En contrepartie, l'État hébreu paya à la Chine 319 millions de dollars représentant l'acompte payé par Pékin en plus d'une compensation pour l'annulation du contrat²⁰.

Néanmoins, ces remous diplomatiques, symboles du ménage à trois des relations sino-israéliennes, n'ont pas pour autant mis un terme définitif aux relations entre les deux pays, en particulier grâce à un pragmatisme politique partagé. En témoignent le volume et la croissance des échanges économiques actuels. Il est vrai que du point de vue israélien, le fait de fournir la Chine en armement et en équipement militaire technologique aurait pu pousser Pékin à ne plus vendre de matériel militaire aux gouvernements ennemis de l'État hébreu. Il n'empêche que Washington demeure un allié incontournable pour Tel Aviv. Cette réflexion ramène aux deux principaux dossiers de la région : le processus de paix et bien sûr le conflit israélo-arabe, mais aussi la question du nucléaire iranien.

Chine, Israël, Iran : quelles perspectives ?

Par sa position et son influence, la Chine sait qu'elle a un rôle important à jouer dans le dossier nucléaire iranien. Premièrement, sur le plan énergétique, Pékin doit continuer d'alimenter sa croissance économique. Or, la Chine est l'un des principaux clients de la République islamique. La soif d'énergie de la Chine, ainsi que son important stock de dollars, l'orientent naturellement vers l'abondante réserve pétrolière iranienne, pays qui peut également accueillir avec bonheur ses investissements²¹. Pékin pourrait bien entendu se fournir exclusivement auprès d'autres États producteurs de gaz naturel et de pétrole, à l'instar des pays du Golfe, mais son désir de diversification des fournisseurs ne l'entraînera pas à couper définitivement les ponts avec Téhéran. Réciproquement, l'Iran incarne un partenaire de taille pour Pékin qui reste moins réticent à commercer avec lui que les pays occidentaux.

Deuxièmement, la République islamique représente effectivement l'un des rares pays dans la région qui s'oppose et qui lutte ouvertement contre la politique américaine au Moyen-Orient. Un atout pour la Chine, qui comble la demande de Téhéran de liens diplomatiques sur la scène internationale. Ce rapprochement avec l'Iran permet également à Pékin de contrebalancer le monopole des pays occidentaux sur le pétrole de la région et de contenir leur influence²².

Troisièmement, la position chinoise reste très claire sur la question du nucléaire. À partir du moment où Téhéran respecte ses obligations concernant le Traité de non-prolifération, à savoir que l'utilisation de la technologie nucléaire ne servira pas à des fins militaires, l'Iran reste dans son bon droit. En tenant cette position, la Chine met une pierre dans le jardin des Occidentaux en révélant leur « double discours », qui leur permet d'accepter la nucléarisation de l'Inde, du Pakistan et d'Israël mais de refuser celle de l'Iran. Néanmoins, la Chine n'oublie pas de hiérarchiser ses priorités : les relations avec les États-Unis demeurent plus

importantes que les relations avec Téhéran. Lorsque Moscou a voté en faveur d'une quatrième série de sanctions au Conseil de sécurité en juin 2010, la Chine a rallié le consensus, ne voulant pas prendre le risque de s'isoler sur la scène internationale. Toutefois, Pékin protège ses intérêts en veillant à affaiblir l'efficacité de ces sanctions, comme le montrent les modalités d'exécution de cette dernière série de sanctions²³.

La Chine est consciente de la position israélienne sur ce sujet. La stratégie chinoise de créer un consensus alternatif aux positions occidentales permet d'expliquer les échecs répétés des efforts diplomatiques entamés par Israël afin d'infléchir la position chinoise. En janvier 2007, l'ancien Premier ministre Ehoud Olmert, dans le cadre d'une visite officielle en Chine, avait demandé à Pékin de prendre ses responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Même si la Chine avait déjà voté en faveur des sanctions en décembre 2006, cette attitude face à l'Iran n'était pas satisfaisante selon Israël.

En octobre 2007, Tzipi Livni alors ministre des Affaires étrangères rencontra son homologue chinois Yang Jie-Chi ainsi que le premier ministre Wen Jiabao afin de promouvoir une nouvelle résolution de l'ONU imposant des sanctions « véritablement efficaces » sur Téhéran. La réponse chinoise fut polie et diplomatique : Pékin demanda à l'État hébreu une aide agricole concernant le développement des fermes chinoises mais, en revanche, aucun changement diplomatique ne fut envisagé concernant l'Iran. La ligne chinoise étant de ne pas dévier d'une « politique équilibrée » lui servant à asseoir une réputation d'arbitre courtisé par tous.

Pour Aron Shai, ce n'est pas un hasard si, juste après la visite d'Ehoud Olmert, la Chine reçut comme hôte Ali Laridjani, à l'époque dirigeant du Conseil suprême de la sécurité nationale iranien, accompagné du négociateur en chef sur les questions nucléaires. Une visite que Laridjani mit à profit pour réaffirmer que, si la République islamique se sentait menacée, elle mettrait alors en place un programme nucléaire ne répondant plus à des objectifs strictement pacifiques²⁴.

Cette stratégie de la corde raide n'est pas l'apanage des Iraniens. L'État hébreu, lui aussi, joue la carte de la menace militaire iranienne à travers une campagne de pression menée auprès des autorités chinoises. En février 2010, une haute délégation israélienne se rendit à Pékin afin de présenter des documents sensés prouver clairement l'ambition nucléaire de Téhéran. Un discours sans surprise pour Pékin, mais cette fois la délégation alla plus loin en exposant de manière très détaillée les conséquences économiques que pourrait subir la Chine si Israël se décidait à lancer une frappe militaire contre l'Iran. Une attaque que l'État hébreu a toujours considérée possible si les actions menées par la communauté internationale n'aboutissaient à rien de concret. « Nos interlocuteurs chinois ne furent pas surpris par les preuves que nous leur avons fournies ; par contre, ils tombèrent de leurs chaises lorsque nous leur avons expliqué les conséquences d'une attaque préventive sur un pays dont ils sont si dépendants sur le marché », a déclaré un responsable israélien au *New York Times*²⁵.

Il reste encore difficile de savoir si le démarchage israélien a eu un véritable impact sur la décision chinoise d'appuyer la quatrième série de sanctions de juin 2010. Il est cependant intéressant de voir comment un petit pays, avec une influence encore très limitée auprès de Pékin, a trouvé le moyen de se faire entendre d'une puissance d'envergure mondiale comme la Chine. La perspective d'un conflit Iran-Israël aux conséquences désastreuses est, comme on l'a vu, de nature à l'inciter à plus s'impliquer dans la stabilisation de la région, mais le conflit israélo-palestinien est lui aussi porteur de tensions potentiellement redoutables.

Pékin et le conflit israélo-palestinien

La Chine pourrait avoir de nombreuses raisons d'être en faveur de la cause palestinienne. Sur le plan idéologique, d'une part, puisqu'elle était devenue naturellement un allié des pays arabes pendant la Guerre Froide, au nom de la lutte anti-impérialiste. Pékin avait déjà dénoncé la soumission

israélienne aux « forces impérialistes » lors de la crise de Suez. De même, sur un plan économique, mais surtout énergétique, la Chine, par ses besoins en ressources naturelles a toutes les raisons de gagner la sympathie des pays arabes.

Aujourd'hui, cette position qui était mobilisatrice du temps de la Guerre Froide doit être reformulée. Et ce d'autant plus que la Chine connaît des troubles internes susceptibles de la rejeter du côté du colonisateur plutôt que du colonisé. Le traitement musclé des mouvements autonomistes sur son territoire (les Tibétains, les Ouïghours musulmans dont les émeutes inquiétèrent le gouvernement) l'empêche désormais de défendre sérieusement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au-delà de ces contradictions internes, la position de la Chine dans la région s'explique par le pragmatisme, mais aussi par l'inquiétude d'un nouveau conflit régional aux conséquences économiques désastreuses. Pékin doit donc s'impliquer dans le processus de paix au Proche-Orient tout en maintenant sa « politique équilibrée » auprès de ses différents partenaires.

Ainsi, au début de l'année 2006, suite à la victoire électorale du Hamas aux législatives, et avec l'inquiétude croissante concernant le programme nucléaire iranien, en particulier aux États-Unis, la Chine s'est démarquée par sa modération. Pékin s'est montré prêt à accepter les nouveaux dirigeants de Gaza tout en s'impliquant plus directement dans le conflit israélo-arabe en envoyant des troupes et des observateurs dans les missions de maintien de la paix au Liban. En 2007, la Chine alla encore plus loin en conduisant des discussions sur la question libanaise avec l'Iran²⁷.

En visite dans la région en avril 2009, après l'opération Plomb durci, et à la suite d'une rencontre avec Mahmoud Abbas, le ministre des Affaires étrangères Yang Jie-Chi appela « toutes les parties impliquées dans le processus de paix à prendre des mesures constructives afin de stabiliser la situation et de renouer le dialogue israélo-palestinien. [...] Nous aimerions également assister au début d'une négociation de paix israélo-libanaise et israélo-syrienne aussi vite que possible²⁸ ».

M. Yang Jie-Chi répéta ces propos au Premier ministre récemment nommé, Benjamin Netanyahu, tout en affirmant que Pékin était prêt à fournir une assistance à toute négociation ou résolution de paix. Une politique reçue favorablement par Netanyahu qui affirma l'importance des relations sino-israéliennes²⁹.

La Chine alla encore plus loin le 26 avril 2009 : M. Yang Jie-Chi, cette fois en visite à Damas, présenta une proposition chinoise pour reprendre le processus de paix au Proche-Orient, dont les cinq points sont les suivants. Premièrement, toutes les parties doivent continuer les négociations de paix en se basant sur les propositions et le droit internationaux, dont les résolutions de l'ONU, le principe « territoire contre paix », la Feuille de route ainsi que l'Initiative de paix arabe. Deuxièmement, chaque partie doit établir des mesures de confiance et de stabilité afin de mettre en place des conditions favorables pour le processus de paix. Troisièmement, la Chine soutient la formule de deux États adjacents et en appelle à la création rapide d'un État palestinien indépendant, voisin d'Israël. Quatrième point, la communauté internationale doit aider à remettre sur pied la société palestinienne (en matière politique et économique notamment). Enfin, les négociations de paix avec les différents protagonistes (Palestiniens, Syriens et Libanais) doivent être coordonnées afin de maintenir une paix durable dans la région. Une coordination pour laquelle la Chine, « en tant que membre permanent du Conseil de sécurité », est prête à jouer un rôle important³⁰.

La Chine maintient une politique pragmatique au Moyen-Orient et ne se laisse pas influencer par un camp ou l'autre en ce qui concerne les perspectives dans la région. Néanmoins, ces initiatives sont révélatrices de l'implication croissante de la Chine dans l'avenir de cette région. Une implication qui répond avant tout à ses intérêts, mais qui reflète également l'implication que l'on attend de grandes puissances géopolitiques incontournables, sur des dossiers aussi sensibles que le dossier israélo-palestinien. Une implication dont Tel Aviv doit tenir compte dans la perspective de relations à long terme qu'elle cherche à entretenir avec Pékin.

Conclusion

Actuellement, les relations sino-israéliennes se caractérisent par une vision pragmatique et « réaliste » des relations internationales. Israël sait bien qu'il ne peut faire abstraction d'une puissance en devenir comme la Chine qui, admirative devant la force économique d'un si petit pays, ne veut pas négliger ses relations avec l'État hébreu. Certaines tensions subsistent, notamment dans le cadre de la relation triangulaire avec Washington, qui veut conserver son veto sur les transactions militaires et les transferts technologiques d'Israël vers la Chine. Malgré tout, la volonté de partenariat entre les deux pays se maintient et le bilan économique reste actuellement très positif.

Un bilan qui se démarque également par des échanges académiques et culturels en croissance constante. Il n'empêche que l'implication de la Chine sur les questions stratégiques et sécuritaires du Moyen-Orient serait susceptible de déterminer l'avenir du partenariat sino-israélien. Discutant avec tous les acteurs régionaux, cherchant à contrebalancer l'influence américaine mais voulant éviter à tout prix une déstabilisation de la région, néfaste à ses approvisionnements énergétiques, la Chine promeut désormais ouvertement le processus de paix au Proche-Orient.

Puissance économique, mais surtout puissance géopolitique en devenir, discutant avec Téhéran mais également courtisée par les puissances arabes, la Chine possède une influence sur l'évolution des négociations de paix dans la région qu'elle ne peut négliger. Une évolution qui cadre avec ses intérêts et s'inscrit dans la durée. Israël, s'il veut mener à bien sa stratégie de diversification des soutiens diplomatiques, doit prendre en compte ce changement de cap.

4. Department of Peacekeeping Operations, « Monthly Summary of contributors of Military and Civilian Personnel », United Nations.
5. Barthélémy Courmont, *op. cit.*, p. 107.
6. Vicky Wu, « Israel's image in China », *The Jerusalem Post*, 16 mars 2009.
7. « Trade Mission to China », <http://www.israeltrade.org.cn> ; « The China-Israel connection », *Israel High-Tech and Investment Report*, February 2007, <http://www.ishitech.co.il/0207ar6.htm> ; voir aussi Aron Shai, « Sino-Israeli Relations: Current Reality and Future Prospects », The Institute For National Security Studies, Memorandum 100, septembre 2009 p. 25.
8. Voir *Supra* « Une relation triangulaire non exempte de tensions ».
9. Aron Shai, *op. cit.*, pp. 30-31.
10. *Ibidem*, p. 19.
11. Yitzhak Shichor, « Israel's Military Transfers to China and Taiwan », *Survival*, vol. 40, n° 1, 1998, pp. 68-91.
12. Thomas L. Friedman, « Israel and China quietly form trade bonds », *The New-York Times*, 22 juillet 1985.
13. Aron Shai, *op. cit.*, p. 56.
14. Efraim Inbar, *The Israeli-Turkish Strategic Partnership, Mideast Security and Policy Studies*, n° 53, Ramat Gan, Besa Center for Strategic Studies, 2003.
15. Aron Shai, *op. cit.*, p. 26.
16. P.R. Kumaraswamy, « The Sino-Israeli Marriage: Washington, the Third 'Other' », *China Report*, n° 42, 2006, p. 393.
17. *Ibid.*, p. 395.
18. *Ha'aretz* (English online edition), 16 avril 2005; *Jerusalem Post*, 17 avril 2005
19. Aron Shai, *op. cit.*, p. 26.
20. *Ibid.*, p. 27.
21. Crisis Group Report, *China's Thirst for Oil*, 9 juin 2008, n° 153. Voir aussi « China's Foreign Exchange Reserves Jump in 2009 », Reuters, 15 janvier 2010.
22. Crisis Group Report, *The Iran Nuclear Issue: The View from Beijing*, Asia Briefing, n° 100, 17 février 2010, p. 9.
23. Crisis Group Report, *op. cit.*, p. 1-5.
24. Aron Shai, *op. cit.*, p. 44. Voir également « China rejects Israel's call for tougher sanctions against Iran », *Haaretz*, 30 octobre 2007.
25. Andrew Jacobs, « Israel makes case to China for Iran Sanctions », *New York Times*, 8 juin 2010.
26. En juillet 2009, à Urumqi, la capitale de la province, des affrontements violents éclatèrent entre la population Han et les Ouïgours. Environ 200 personnes furent tuées et 1 800 blessées. Le président Hu Jintao dut interrompre son déplacement au sommet du G8 et le gouvernement imposa un couvre-feu dans la plupart des zones urbaines. La gestion de cette crise par le gouvernement chinois reçut un flot de critiques de la part du gouvernement chinois (israélien plutôt, non ?). Voir Aron Shai, *op. cit.*, p. 32.
27. *Ibid.*, p. 33.
28. Cité dans « Chinese FM Urges Resumption of Israeli-Palestinian Peace Talks », *China View*, 23 avril, 2009, (http://news.xinhuanet.com/english/2009-04/23/content_11238582.htm)
29. « "FM Urges Israel, Palestine to Peace Talks », *China Daily*, 24 avril, 2009, http://www.mp3-mp4-ipod.cn/china/2009-04/24/content_7711957.htm et « Israeli President Meets with Foreign Minister Yang Jiechi », 23 avril, 2009, <http://www.china-un.ch/eng/xwdt/t558942.htm>
30. Voir « Foreign Minister Yang Jiechi Makes Five-point Proposal to Promote Mideast Peace Process », <http://www.mfa.gov.cn/eng/wjbj/wjbj/2467/t559690.htm>

1. « La Chine appelle Israël à lever le blocus de Gaza », *French.news.cn*, adresse : http://french.news.cn/chine/2010-06/01/c_13327747.htm
2. Barthélémy Courmont, *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, Choiseul, 2010, p. 101.
3. Sam Knight, « China to Send 1 000 Peacekeepers to Lebanon », *The Times*, 18 septembre 2006.

Choiseul^{revue}

MONDE CHINOIS



Tourisme et patrimoine
UN MARIAGE DIFFICILE

Choiseul

22

Revue trimestrielle
144 pages | 185x 255 mm
20 euros TTC
Achat en ligne sur www.choiseul-editions.com
(paiement sécurisé)

N°22 | Tourisme et patrimoine, un mariage difficile

Architecture, artisanat traditionnel, folklore et modes de vie... La culture chinoise, plurimillénaire, recèle d'innombrables trésors qui séduisent les touristes par millions. Le patrimoine chinois, au-delà de son immense valeur historique, est une manne économique de premier plan pour le pays. Et le gouvernement chinois ne l'ignore pas. Toutefois l'État chinois délègue à ses collectivités locales la charge de l'aménagement du territoire et du patrimoine, ce qui provoque d'importantes disparités et une politique désordonnée vis-à-vis l'héritage chinois.

D'un côté, les politiques de modernisation des années 80-90 ont eu tendance à dégrader voire à détruire des quartiers ou lieux historiques pour des impératifs de développement des infrastructures, extensions/rénovations urbaines. De l'autre, les politiques de mise en valeur ou de restauration sont mises en oeuvre de façon à « plaire au touriste » - étranger, mais aussi chinois depuis dix ans -, souvent artificiellement et au détriment de la population locale. Ce phénomène produit de grossières falsifications, aussi bien architecturales qu'artisanales et a des conséquences sociales néfastes : mercantilisme, explosion du prix de l'immobilier, effritement de la cohésion sociale...

Ce numéro de *Monde chinois* livre une analyse économique, sociale et politique complète des enjeux patrimoniaux et touristiques en Chine.

>> DERNIERS DOSSIERS



MONDE CHINOIS N°21

« MINORITÉS, CETTE CHINE QU'ON NE SAURAIT VOIR »

La Chine est un État multiethnique qui reconnaît constitutionnellement l'existence de 55 « minorités ethniques ». Parmi les 56 ethnies de Chine, les Han représentent 92 % de la population. Entre préservation de la diversité et assimilation forcée, les autorités chinoises mènent des programmes de politiques publiques forts : discrimination positive, accès à l'éducation, construction d'infrastructures...



MONDE CHINOIS N°20

CHINE-EUROPE, FUIS-MOI JE TE SUIS

La Chine et l'Europe : deux géants économiques, piliers des relations internationales aux cultures politiques radicalement différentes. Les partenariats noués entre l'UE et la Chine sont à la mesure des deux colosses. Les deux se toisent et s'admirent, échangent et s'opposent. Examen d'une relation bien particulière sur le plan international.

MONDE CHINOIS

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle Nom _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (4 numéros)	85 €	95 €
2 ans (8 numéros)	160 €	180 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

Je souhaite commander un numéro à l'unité :

n° 22

n° 21

x 20 € le numéro

n° 20

n° 19

et frais de port :

À partir du numéro _____

France : 2,10 €

Reste du monde : 4, 50 €

Date _____

Signature/Cachet

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann

75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700202 - clé RIB : 03

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez

« frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de

CHOISEUL ÉDITIONS

Attention,

les chèques étrangers doivent être en euros,

compensables en France.



Choiseul éditions

28, rue Etienne Marcel

75002 PARIS

Tel : +33 (0)1 53 34 09 93

abonnement@choiseul-editions.com